

Altermondialisme 2.0

Bulletin de liaison du réseau Intercol

Décembre 2017

Dans quelques jours à Buenos Aires



Les ministres du Commerce de 35 pays (sur les 164 membres que comprend l'OMC) s'apprêtent à participer à la onzième conférence ministérielle de l'OMC (CM11), qui se tiendra du 10 au 13 décembre 2017 à Buenos Aires en Argentine.

Parallèlement, les membres de plus de 300 organisations de la société civile de plus de 150 pays (syndicats, groupes environnementaux, organisations agricoles et paysannes, organismes de coopération et de développement et différents groupes d'intérêt public) organisent un Sommet des peuples

Programme du Sommet des peuples

Faculté des sciences sociales, Université de Buenos Aires (Santiago del Estero 1029)

Date	Heure	Thème
11 décembre	09h30-18h	<ul style="list-style-type: none"> • Le néolibéralisme contre la santé • Les femmes contre le libre échange • La dette et la souveraineté • Biens communs et justice climatique • Éducation et souveraineté • L'ALBA contre l'OMC • Les droits du travail • L'État d'Israël, le bras armé de l'OMC • Grande assemblée des femmes • La pensée critique en Amérique latine
12 décembre	09h30-17h30	<ul style="list-style-type: none"> • Biens communs et justice climatique • Souveraineté alimentaire • Forum des migrations • Forum des travailleurs • Le Paraguay, la république du soja
	18h00	<ul style="list-style-type: none"> • Manifestation
13 décembre	09h30-17h00	<ul style="list-style-type: none"> • Forum de la souveraineté alimentaire • L'économie sociale et solidaire est-elle une alternative au capitalisme ? • L'État d'Israël, le bras armé de l'OMC • Assemblée de convergence
	17h00	<ul style="list-style-type: none"> • Séance de clôture : solidarité avec les peuples en lutte
	18h30	<ul style="list-style-type: none"> • Évènement festif

Informations

Point de contact: fueraomc@gmail.com / argentinamejorsintlc@gmail.com

Page web: <https://fueraomc.org/>

Facebook: Fuera OMC

Le FSM : la force d'une idée



Francine Mestrum¹

On a souvent dit que le FSM souffrait d'une opposition entre ONG et mouvements sociaux, comme si les ONG étaient les réformistes sans contact avec leur base et les mouvements sociaux les vrais représentants populaires. Je ne crois pas que ce fut vrai. Il y a bien des ONG qui sont réellement révolutionnaires tandis que plusieurs mouvements savent comment contrôler leurs membres. Les vrais problèmes du FSM se trouvent ailleurs. Premièrement, il n'y a jamais eu de bonne définition de « l'espace ouvert » et de « l'horizontalité ». Ces beaux principes sont très attrayants à condition de traduire quelque chose de bien concret. Partout où des individus se réunissent, en grand ou en petit nombre, se créent des relations de pouvoir qui doivent, si possible, être démocratiquement régulées et limitées. Si « l'horizontalité » signifie que les hiérarchies réellement existantes se cachent derrière un principe creux, des problèmes de responsabilités et de transparence se poseront. Si les structures sont si complexes que personne ne sait qui doit faire quoi, des malentendus se multiplient et la confiance fera défaut. Un petit groupe au sein du conseil international a plaidé pour des structures légères, mais transparentes, mais ceux qui ont le pouvoir sans que celui-ci soit visible, refusent tout changement.

Un deuxième problème est la peur des initiateurs brésiliens de toute politisation du Forum. Si le tout premier Forum avait été organisé à la veille de l'élection de Lula à la présidence du Brésil avec l'objectif de le promouvoir, aujourd'hui la politique fait peur. L'absurdité d'une telle attitude dans un forum qui veut « changer le monde » saute aux yeux. Néanmoins, cela constitue une opposition permanente entre la vieille garde du Forum et des participants plus jeunes et plus dynamiques au conseil international. Les premiers ne veulent plus de forums polyvalents et rêvent d'un grand nombre de forums thématiques, sur l'eau, les migrations, le nucléaire, etc. Ils continuent d'insister sur la diversité et tremblent dès qu'on parle convergence.

Un troisième problème est purement d'ordre matériel : un manque de ressources. Le budget pour le FSM de Salvador en mars 2018 s'élève à 2,5 millions d'euros, un montant très modeste. A l'époque où le conseil international payait les billets d'avion de ses membres, les alliances étaient faciles à faire. Maintenant que cela n'est plus possible,

¹ Extrait d'un texte paru sur le site du CETRI, <http://www.cetri.be/Le-Forum-social-mondial-reinvente>

certaines membres ne viennent plus et ceux qui restent sont plus autonomes et peuvent mettre en minorité la vieille garde. Les contraintes budgétaires, partout dans le monde, sont un frein réel au déplacement des représentants des mouvements sociaux.

Aller plus loin

La rencontre du Conseil international de Porto Alegre en janvier 2017 a permis d'identifier des pistes. Les discussions ont été calmes et sérieuses, tout le monde craignant la résurgence des clashes de Montréal, où, malgré l'existence d'un consensus, aucune condamnation du « coup » au Brésil ne fut possible. La dernière demi-journée, cependant, les oppositions se sont à nouveau manifestées, la vieille garde s'opposant à l'organisation d'un Forum à Salvador au printemps 2018. Un vote l'a mise en minorité. Voilà donc qu'en octobre 2017 une réunion a eu lieu à Salvador pour préparer concrètement le Forum. La rencontre était très positive et constructive, personne n'a osé s'opposer à quoi que ce soit. Les mouvements sociaux de Salvador sont très dynamiques et tout le monde est très optimiste quant aux chances du prochain Forum. Un élément extrêmement prometteur est la collaboration avec l'Université fédérale de Bahia, un établissement public qui compte plus de 200 000 étudiants. Nous y avons tenu, après la réunion du conseil international, une conférence avec des activistes et des membres du corps professoral, une formule très intéressante. Pour le recteur de l'université, il est très important de construire et de renforcer des ponts entre son établissement et la société. Ce nouveau Forum nous a rendus optimistes.

Chili : élections présidentielles, un premier tour plein de surprises

Entrevue avec Franck Gaudichaud ¹

Plusieurs sondages donnaient comme vainqueur des prochaines élections à la présidence du Chili l'ex-président Sebastián Piñera. Pourquoi ce possible retour en force du représentant d'une droite anti-sociale ?

On dit souvent, en paraphrasant Marx, que les idées dominantes dans la société sont précisément celles des classes dominantes. Dans le cas chilien, il faut rappeler ce qu'a signifié la période de la dictature (1973-1989) : une transformation contre-révolutionnaire radicale et l'implantation à feu et à sang du néo-libéralisme dans ce pays, qui en a vécu la plus longue expérience historique du monde. La droite a finalement pu diffuser ses idées à tous les étages de la société, en cassant les solidarités, la force du mouvement ouvrier et l'Etat social de l'époque d'Allende (1970-1973). Les 20 ans des gouvernements de la Concertation [*ndr : coalition de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne – 1990-2010*] n'ont fait que renforcer ce processus. Finalement, le retour de la droite en 2010

¹ Extrait de l'entrevue publiée dans Contretemps, 25 novembre 2017, < <https://www.contretemps.eu/chili-elections-presidentielles-surprises/>

– avec le premier mandat présidentiel de Piñera – a confirmé le poids des idées et de la doxa néo-libérales au Chili.

Pourquoi ce retour d'une droite anti-sociale après le 2^e mandat de Michelle Bachelet ?

Piñera a axé toute sa campagne sur la faible croissance et les fortes désillusions par rapport au mandat de la présidente sortante. Il a tenu un discours, qui fonctionne chez une partie de la population, axé sur l'entreprise, le développement économique et l'ascension individuelle. La société chilienne reste largement conservatrice, mais ce modèle se fissure de plus en plus. La droite chilienne est effectivement réactionnaire, mais rappelons que c'est tout le système politique hérité de la dictature qui l'est, alors que sur le plan macro-économique, le centre-gauche de l'ex-Concertation et la droite mènent peu ou prou la même politique (néolibérale). Enfin, à droite de Piñera, on trouve un candidat ouvertement pinochetiste, José Antonio Kast (qui a tout de même obtenu 8 % des suffrages !), et c'est jusqu'au au sein de la coalition de Piñera qu'on trouve aussi des nostalgiques de la dictature, Piñera ayant débuté sa fortune à l'ombre des militaires et de son propre frère, ministre important de Pinochet...

Quel est le bilan du mandat de Michelle Bachelet et du gouvernement de la « Nouvelle majorité » (les partis de la Concertation – PS et PDC – + le Parti communiste) ?

L'élection du deuxième gouvernement de Michelle Bachelet résulte d'une campagne menée à une époque où l'actuelle présidente était encore très populaire et grâce à la récupération – en partie – des revendications des mouvements sociaux de 2011, notamment le mouvement étudiant pour une éducation gratuite, publique et de qualité. Ces demandes ont été pour ainsi dire digérées et « néo-libéralisées ». Bachelet a ainsi gagné l'élection de 2013 en promettant des réformes de l'éducation, de la fiscalité et de la Constitution. On peut désormais faire le bilan de son mandat : Michelle Bachelet incarne un progressisme « transformiste » social-libéral. Elle a réalisé une réforme fiscale indolore pour le grand capital (minier notamment) et les plus riches ; quant à la réforme de l'éducation, seulement 28 % des étudiant.e.s ont pour l'instant accès à l'enseignement supérieur gratuit : en fait, il s'agit essentiellement d'une subvention de l'Etat aux établissements privés (l'objectif était d'arriver à 80 % de gratuité d'ici 2020). On assiste plus généralement à une crise de légitimité de la « caste » politique chilienne et du modèle « démocratique » installé depuis 1990, alors que les niveaux de répression sociale restent élevés. Cela se traduit aussi par le taux d'abstention électoral : ce scrutin confirme que la première majorité du Chili, c'est l'abstention (54 %, ce qui est considérable). Elle est très forte parmi les classes populaires, qui ne sentent pas représentées, sans que cela se traduise pour autant par une politisation anti système, bien au contraire, c'est plutôt l'inverse qui se produit.

Y a-t-il une recomposition politique crédible de la gauche radicale chilienne ?

La (bonne) surprise de ce premier tour sont les résultats du *Frente Amplio*, dont la candidate, Beatriz Sánchez, dépasse les 20 % et talonne le candidat soutenu par Bachelet, Alejandro Guillier, qui atteint moins de 23 % des suffrages. Beatriz Sánchez a donc failli se retrouver au second tour, alors qu'elle n'était créditée que de 8-10 % dans les sondages. C'est donc une baffé pour les médias dominants. On voit que le *Frente Amplio* a réussi à mobiliser – ce n'est pas rien – dans certaines grandes communes populaires comme Puente

Alto et Maipu, à Santiago. Il a réussi à disputer cet électorat à la droite, forte dans ces territoires. Cela en quelques mois, puisque le *Frente Amplio* (FA) est né en janvier dernier. Aux yeux de plusieurs centaines de milliers de personnes, il a réussi à incarner une alternative de gauche crédible sur le plan électoral. Rappelons que le FA vient en partie de secteurs ayant dirigé le mouvement étudiant de 2011 avec notamment deux jeunes devenus par la suite députés, Gabriel Boric et Giorgio Jackson : il regroupe un spectre large et hétérogène, allant du centre libéral jusqu'à plusieurs organisations de gauche radicale comme *Igualdad* ou *Izquierda Libertaria*. Il s'agit d'une coalition globalement anti-néolibérale, qui représente une sorte de *Front de gauche* (France) ou de *Podemos* (Espagne) à la chilienne, avec de vraies difficultés pour assoir un ancrage véritable au sein des classes populaires.



Cette élection et le surgissement inespéré du FA marque une inflexion et une ouverture du champ des possibles. Il faudra suivre ce qui se passera au second tour : si Piñera est finalement capable de ramasser la mise le 17 décembre, en s'inscrivant dans le sillage du 'tournant à droite' actuel de l'Amérique du Sud ou si la recomposition en cours permettra à Alejandro Guillier de gouverner au centre-gauche, en espérant de toute façon qu'il y ait – et quel que soit le vainqueur – une amplification des luttes sociales venir car le chemin est encore long pour la construction d'alternatives réelles au Chili. Et c'est encore et toujours la digne résistance du peuple Mapuche qui pourrait montrer la voix, toute comme les nombreuses résistances – encore éparées – éco-territoriales, salariales et féministes.

Le Zimbabwe après Mugabe

En 1980, ce pays d'Afrique australe devenait indépendant, après des décennies de pouvoir colonial. Les négociations entre la Grande Bretagne et les deux mouvements nationalistes ZAPU et ZAPU avaient abouti à une sorte de compromis où ceux-ci avaient accepté de ne pas nationaliser les terres. En conséquence, les paysans africains étaient relégués sur les anciennes « terres tribales » (l'équivalent des bantoustans en Afrique du Sud). Parallèlement, le Zimbabwe a été pris en tenaille par la Banque mondiale, qui l'a forcé de rembourser l'odieuse dette extérieure léguée par l'ancien régime colonial. Cela exigeait de maintenir en place une économie orientée vers l'exportation de ressources naturelles et agricoles, au détriment d'un développement économique qui aurait servi les besoins de la majorité de la population. Ainsi, les avancées au début de l'indépendance ont été érodées au point. Parallèlement, les tensions se sont aggravées. En 1983, un grave conflit a éclaté entre la ZANU qui dominait le gouvernement et le deuxième mouvement (la ZAPU), d'où une violente guerre civile qui a fait plusieurs milliers de morts. En réalité, ce conflit « ethnique » avait rapport au pouvoir, dans un contexte où le nouvel État s'avérait incapable de réaliser les promesses des mouvements de libération.

Descente aux enfers

Durant les années subséquentes, le Zimbabwe a été engouffré dans le conflit avec le régime de l'apartheid qui a déstabilisé toute la région avec une série d'agressions militaires et de pressions politiques et économiques. Le régime sud-africain, avec l'appui des États-Unis et de la Grande-Bretagne, a littéralement mis à feu l'Angola et le Mozambique, en établissant contre le Zimbabwe un dispositif militaire et économique lourd et menaçant. Entretemps, le gouvernement de Robert Mugabe s'est durci. Un mouvement d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) a été violemment réprimé, de même que les syndicats et d'autres organisations communautaires.



Au début des années 2000, la situation économique s'est envenimée. Mugabe a tenté une fuite en avant en expropriant les fermiers blancs d'une façon désordonnée, pour faire croire aux paysans qu'il se souciait d'eux. Quelques milliers de fermes, encore dans les mains des anciens colons, ont été envahies, plus souvent qu'autrement par des supporters du régime, ce qui ne répondait pas à la demande d'une véritable réforme agraire (qui avait été bloquée au moment de l'indépendance), tout en ruinant ce qui restait du secteur agricole.

Plus tard, des millions de Zimbabwéens ont fui vers l'Afrique du Sud. Le chômage frappe 70 % de la population ; l'inflation atteint des taux astronomiques ; des explosions d'épidémie (le choléra notamment) illustrent l'effondrement du système de santé ; la corruption et les exactions systématiques subies par la population aux mains des policiers et des militaires, sont d'autres indicateurs d'un pays en détresse. Les puissances du monde, États-Unis en tête, se sont contentées de condamner les exactions du régime, sans rien faire pratiquement.

Après le départ du chef

Aujourd'hui, l'armée a renversé le président et intronisé Emmerson Mnangagwa, qui a été pendant plusieurs années le fidèle second de Mugabe. Il est encore tôt pour prédire ce qu'il fera, mais déjà, on s'interroge sur ses capacités de réinventer le Zimbabwe sur des bases démocratiques. Pour que ce miracle survienne, il faudra cependant plus que le départ du vieux dictateur. Le tissu social et économique de ce pays a été dévasté, cela sera une lourde tâche de le réparer. La crise zimbabwéenne est certes le résultat d'une terrible malgestion par Mugabe et de ses proches, mais il serait naïf de lui faire porter tout le blâme. Les conditions qui ont été imposées lors de l'indépendance, la nonchalance dans laquelle ces puissances ont laissé l'Afrique du Sud de l'apartheid détruire la région jusqu'en 1994, ont largement contribué à la faillite de l'État. Il faudra que le peuple zimbabwéen défie ce dispositif du pouvoir appuyé par la mal nommée « communauté internationale ».

Pierre Beaudet

**Intercoll entend participer à l'émergence progressive d'un
nouvel « intellectuel collectif international » à partir de
l'élaboration des mouvements et des réseaux de recherche
et d'éducation populaire qui leur sont liés. Intercoll
ambitionne de créer un espace international et
multiculturel**

<http://intercoll.net/>

La planète altermondialiste

FSM 2018 à Salvador de Bahia 13-17 mars

Résister c'est créer; résister c'est transformer

En ce grave moment où les mouvements populaires enregistrent plusieurs revers sociaux, politiques et économiques, l'espace et le processus du Forum Social Mondial sont plus que jamais stratégiques dans la lutte des peuples contre les avancées conservatrices et néolibérales.



Salvador, la ville la plus africaine en dehors de l'Afrique, accueillera la prochaine édition du FSM. L'ancien président Lula, l'ancien président Mujica, l'altermondialiste Henryane de Chaponay, le sociologue Boaventura de Sousa Santos, et plusieurs autres, seront présent, de même que plus de 60 000 militant-es des causes et mouvements du monde entier, faisant de la ville un centre politique de la lutte mondiale pour un autre monde.

La centrale syndicale brésilienne CUT peut vous aider à participer. Plusieurs centaines de chambres ont été réservées et si vous voulez, contactez directement UNISOLI.com.br (+55 11 3330-3656).

[Vagner Freitas Antonio Lisboa, président de la CUT-Brasil](#)

Répondre à Davos : une journée mondiale d'action, 23 janvier 2018

Le Forum économique mondial, qui organise chaque année un Forum économique mondial à Davos (Suisse), rassemble 1 % qui détient le pouvoir dans le monde. Réunis par le Conseil international du FSM, à Salvador en octobre dernier, des mouvements appellent à organiser un grand jour d'action mondiale, à organiser marches, actions, spectacles, occupations d'espaces publics ou toutes autres formes de mobilisation pacifique, pour dire simplement que ça suffit et qu'il est temps de se regrouper pour construire des alternatives communes pour la vie, l'égalité et la paix.

Le Forum social mondial antinucléaire

Ce premier Forum anti-nucléaire a rassemblé à Paris les 2-5 novembre derniers plus de 300 personnes de 20 pays pour échanger sur les luttes contre la production et l'utilisation des armes atomiques et contre la production d'électricité par des centrales nucléaires. La méthodologie employée dans la lignée du FSM a permis la création d'espaces ouverts, structurés horizontalement, avec des activités autogérées, proposées par les participants eux-mêmes, pour l'échange d'informations, d'expériences et des réflexions ayant eu vue des actions articulées planétairement pour la construction de « l'autre monde possible ». Le Forum a réuni des militants de deux types de lutte qui se sont historiquement développés séparément : contre le nucléaire civil et contre le nucléaire militaire. Le FSM-AN a consolidé des rapports entre les organisations anti-nucléaires de plusieurs pays, puisque la lutte anti-nucléaire ne peut être menée à l'échelle de chaque pays seulement, considérant qu'il existe un puissant lobby de dimension mondiale. Un deuxième Forum anti-nucléaire est prévu en 2019, à Madrid.

Chico Whitaker

Conférence internationale, Montréal, 17- 20 mai 2018



Le capitalisme aujourd'hui

- L'économie politique du capitalisme
- Oppressions contemporaines, intersectionnalité et capitalisme
- Impérialisme et colonialisme
- La crise écologique
-

Les stratégies de transition

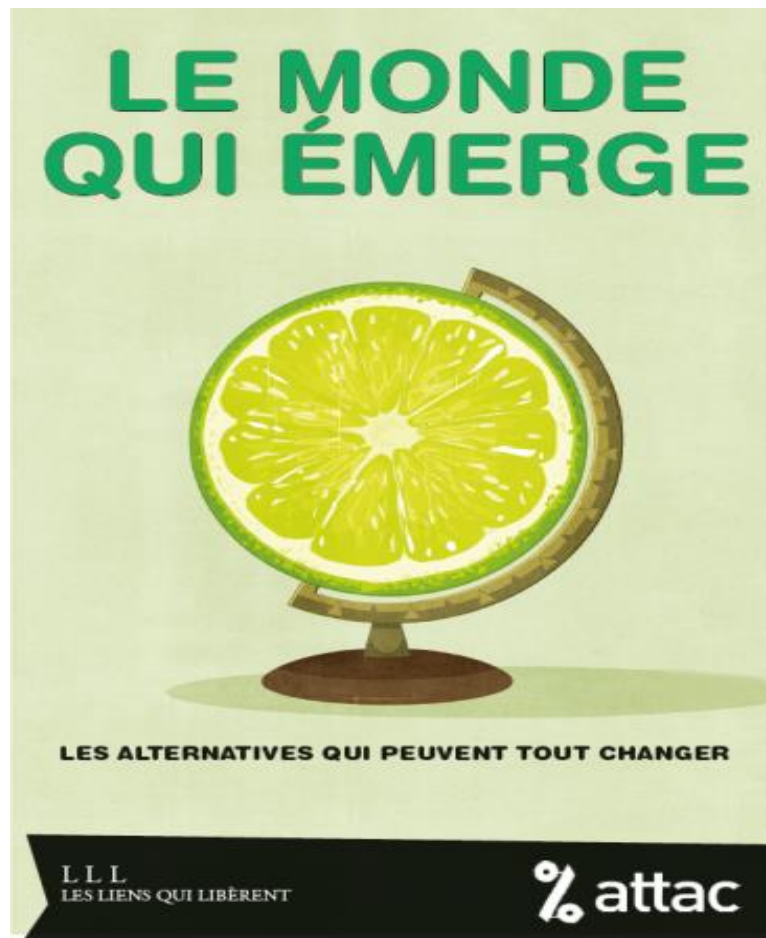
- Affronter les droites
- L'État, les partis politiques et les élections
- Les mouvements sociaux et la résistance par le bas.
- Alternatives économiques et émancipation
- Construire une contre-hégémonie
-

Construire l'après capitalisme

- Expériences socialistes et initiatives pré-figuratives
- Utopies créatives pour le 21^{ème} siècle

Informations : LaGrandeTransition.net

Nouvelle publication d'ATTAC



Derrière l'instabilité et le chaos d'un monde chaque jour plus imprévisible, de nouvelles pratiques sociales, de nouvelles idées et de nouveaux concepts émergent. Sur tous les continents, des groupes militants, des communautés villageoises et des peuples autochtones résistent à l'oppression et à l'exploitation. Dans ces mobilisations, ils défendent ce qui, dans leurs histoires et traditions, constitue autant de points d'appui pour leurs luttes et ils imaginent les alternatives qui rendraient le monde plus juste. Les peuples indigènes des Andes défendent à la fois les droits de la nature, de la « Terre-Mère », et une relation différente entre les humains que celles qui ont été imposées par le système colonial. Les communs du Moyen Âge européen et leurs équivalents sur les autres continents connaissent aujourd'hui un renouveau, portés par le numérique et la gestion des biens naturels. En Asie, des militants ont défendu la « déglobalisation » comme une alternative à la mondialisation néolibérale. Des différentes régions du monde émergent des approches comme l'écoféminisme ou la décroissance. Toutes ces expériences sont situées socialement et géographiquement, mais leur portée peut devenir universelle : c'est ce que les auteurs présentent dans cet ouvrage !

Rapport du Groupe de travail "Iniciativas y Ágora"

À l'occasion du FSM 2018, nous proposons de compléter, dans la méthodologie du FSM, la notion d'« activité » (moment de dialogue, auto-organisé entre une ou plusieurs entités participantes) avec la notion d'« initiative » (ensemble d'actions, avec une finalité spécifique de résistance, de création, de transformation dans la société/pays/territoire, pour un autre monde possible, assumé par plusieurs entités participantes). Les initiatives peuvent être existantes, cherchant un renforcement au FSM 2018, ou bien être projetées, cherchant un lancement au FSM 2018. La visibilité des initiatives est un élément qui encourage les organisations participantes à penser leur participation au processus du FSM en termes d'actions concrètes dans la période post-forum à moyen terme.

Annoncer une initiative, en tant qu'entité impulseuse de celle-ci implique: 1/ se considérer comme « entité participante au processus du FSM », tel que décrit dans la charte des principes FSM, 2/ avoir inscrit au moins une activité dans le FSM 2018, en contribuant ainsi au processus de dialogues et d'articulations du forum.

Parmi les signataires : Antonio (MOCICC / FOSPA Pérou) - Carminda (CTSM / CI Canada) - Catia (Caritas / CI / BFC Brasil) - Gilio (CIDSE / CI Canada) - Hamouda (SCFG / CI Maroc) - Mandela (Caritas / CI / BFC Brésil) - Pierre (Caritas / CI - France) -- Ricardo (Frontières culturelles Brésil) - Salete (CLACSO / CI Brésil)

La Plateforme altermondialiste



Un nouveau collectif à Montréal et associé à Intercol se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et esquisser les chemins que l'altermondialisme, sous ses diverses formes, pourraient emprunter. Nous considérons l'altermondialisme au pluriel. Il est pour nous sans équivoque que cette caractérisation identifie des mouvements qui présentent des caractéristiques distinctes. Néanmoins, nous concevons aussi que c'est une mouvance, plus qu'un mouvement, et qu'il faut considérer le mot « altermondialisme » comme une dénomination inclusive, tout comme la notion d'être humain.

<http://alter.quebec/>

Grosse nouvelle

La camarade secrétaire générale de l'Organisation intergalactique, Mer-Noh-Elle, serait à la veille d'annoncer l'arrivée en poste d'un nouveau sous-secrétaire pour la zone sud. Pour le moment, c'est une rumeur et le nom de la personne n'a pas encore été divulgué, bien que sa photo ait été mise en circulation par Wikileaks. Peut-être que vous pouvez l'identifier...



Un texte est attribué à cette personnalité anonyme, dont Wikileaks (toujours eux) a révélé quelques extraits.

Que de grands débats agitent le monde qui lutte pour la liberté, nous le savons tous. Que ces discussions aient atteint un caractère et une acuité tels que le dialogue et la conciliation semblent difficiles, nous le savons aussi. Étant donné la virulence et l'intransigeance avec lesquelles on défend chaque cause, nous autres, les dépossédés, nous ne pouvons prendre parti pour l'une ou l'autre forme d'expression des divergences, même quand nous sommes d'accord avec certaines positions de l'une ou l'autre partie, ou avec les positions d'une partie plus qu'avec celles de l'autre. Au moment de la lutte, la forme que prennent les divergences actuelles constitue une faiblesse ; mais dans l'état où elles se trouvent, vouloir les régler avec des mots est une illusion. L'histoire peu à peu effacera ou leur donnera leur véritable sens. Quant au grand objectif stratégique, la destruction totale de l'impérialisme au moyen de la lutte, nous devons être intransigeants.

Résumons ainsi nos aspirations à la victoire : destruction de l'impérialisme par l'élimination de son bastion le plus fort : la domination impérialiste des États-Unis d'Amérique du Nord. Adopter pour mission tactique la libération graduelle des peuples, un par un ou par groupes, en obligeant l'ennemi à soutenir une lutte difficile sur un terrain qui n'est pas le sien.